drugnet europe
N° 28
Lettre d'information bimestrielle de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies
Mars–avril 2001

Dans ce numéro...

2 Drogues et exclusion sociale: des dispositions spécifiques pour les minorités?

3 EDDRA: des exemples concrets de bonnes pratiques

4 Chronique: les Portugais débattent de nouvelles réponses face aux drogues

5 Partenaires: usage non abusif des benzodiazépines

6 Reitox: le plan d'action antidrogue de l'UE fournit une référence aux PFN

7 Nouveaux produits et services de l'OEDT

8 Le bureau de l'OEDT approuve ses plans d'action

Kétamine et GHB
L'inquiétude grandit en UE

L'inquiétude grandit dans l'Union européenne face à l'abus de deux drogues synthétiques, la kétamine et le GHB. Toutes deux ont été soumises à la procédure d'évaluation des risques de l'OEDT en 2000 et les rapports définitifs ont été présentés au Conseil de l'UE et à la Commission européenne en octobre dernier.

La kétamine est un anesthésique traditionnellement utilisé en médecine vétérinaire. En usage récréatif, elle s'injecte sous forme liquide ou s'inhale sous forme de poudre. Elle est connue dans la rue sous les appellations "K", "KitKat", "cat valium" (valium du chat), "vitamine K" et "super K". Les risques incluent la perte du contrôle de soi, ce qui a déjà eu de graves conséquences lors de la conduite d'un véhicule. La kétamine est parfois vendue comme "ecstasy".

Le GHB, autre anesthésique, est utilisé de façon licite pour le sevrage de l'alcoolisme. Mais l'abus de cette drogue pose un risque sanitaire important, vu la marge étroite entre une dose récréative et une dose provoquant une perte de connaissance ou un coma irréversible. Dans la rue, le GHB est connu sous divers noms: "ecstasy liquide", "easy lay" (sexe facile), "scoop" et "fantaisie". Le rapport d'évaluation des risques de l'OEDT sur le GHB exprime son inquiétude sur son usage sournois lors d'agressions sexuelles dites de "date rape" (rendez-vous avec viol), bien que l'étendue de cet effet soit encore peu connu.

Le 16 février 2001, suite à l'examen des deux rapports d'évaluation des risques et de l'avis de la Commission européenne, le Groupe horizontal "Drogues" du Conseil a transmis son projet de conclusions sur ces substances au Comité des représentants permanents (Coreper) pour accord. Dans celui-ci, il recommande la mise en œuvre de mesures de contrôle de chaque substance avant fin 2001.

L'usage récréatif de la kétamine et du GHB sera étroitement contrôlé

L'Organe international de contrôle des stupéfiants lance son *Rapport annuel 2000*

Traiter des problèmes sociaux par les drogues devient une pratique acceptable, avertit l'OICS dans son dernier *Rapport annuel*

La consommation croissante de substances psychotropes est le sujet principal du dernier *Rapport annuel* de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) basé à Vienne, publié le 21 février. Cet organisme des Nations unies avertit que l'abus généralisé de ces drogues est en voie de devenir un modèle accepté par la société, surtout dans les pays développés où les substances réglementées sont facilement utilisées et prescrites pour traiter la souffrance due aux problèmes psychologiques ou sociaux.

Selon l'OICS, les lacunes de la réglementation, les informations peu fiables sur les besoins médicaux, les techniques de marketing agressives et les pratiques de prescription incorrectes ou peu éthiques, représentent les raisons principales de l'offre pléthorique de substances réglementées telles que les benzodiazépines et les stimulants de type amphétamine. Leur grande disponibilité conduit à une surconsommation de ces substances, soit sous forme d'abus de drogues, soit en alimentant une culture de prise de drogues pour régler une variété de problèmes non médicaux.

Pour plus d'informations sur ce sujet, voir page 5 "Partenaires".
Pour de plus amples informations sur le rapport et l'OICS, veuillez consulter le site http://www.incb.org/e/ind_pres.htm

O.E.D.T.
Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies

Phénomène de la drogue

Indicateur clé sur les enquêtes en population générale: des experts évaluent les progrès

Améliorer la comparabilité des données est une tâche essentielle de l'OEDT. L'Observatoire développe à cet effet cinq indicateurs épidémiologiques clés sur la prévalence et les conséquences sanitaires de l'usage des drogues (http://www.emcdda.org/activities/epidem_comparability.shtml).

Un groupe d'experts de l'OEDT sur les enquêtes en population générale s'est réuni à Lisbonne du 8 au 10 février pour discuter de l'indicateur "Prévalence et modèles de la consommation de drogues au sein de la population – enquêtes en population générale". Lors de la réunion, l'OEDT a présenté un aperçu des travaux réalisés jusqu'à présent sur cet indicateur, dont l'élaboration de lignes directrices pour les indicateurs clés ([1]). Il s'agit d'une série de sujets d'enquête communs, connus sous le nom de "Questionnaire modèle européen" (QME) et des recommandations méthodologiques. Les experts présents ont aussi informé des travaux actuels sur les enquêtes en population générale au niveau national.

L'OEDT a fait part aux participants à la réunion des efforts en cours déployés par son comité scientifique et son conseil d'administration pour obtenir l'approbation du projet de lignes directrices au niveau européen. La plupart des pays doivent pouvoir fournir les informations demandées par le QME et surtout concernant les mesures standard de prévalence. Plusieurs pays ont signalé la nécessité d'élargir les consignes méthodologiques existantes, particulièrement en ce qui concerne l'échantillonnage.

Enfin, les avantages et les méthodes de l'archivage des données ont été présentées, et une proposition de Banque de données européenne sur les enquêtes en population générale a été faite. Cette banque de données constituerait un outil permettant de rassembler (sur la base du volontariat) et de bien documenter les études existantes. Elle promouvra également une analyse et des améliorations méthodologiques, et favorisera ainsi la mise en œuvre de normes européennes communes. Il a été proposé qu'un sous-groupe d'experts issu du groupe principal joue un rôle de conseiller pour un usage scientifiquement approprié de la banque de données.

Améliorer la comparabilité des données est une tâche essentielle de l'OEDT

Julian Vicente

[1] Ces dernières années, l'OEDT et des groupes d'experts ont mis au point des normes pour mener des enquêtes en population générale destinées à améliorer la comparabilité au niveau de l'UE tout en tenant compte des approches, instruments et méthodes nationaux existants.

Drogues et exclusion sociale: des dispositions spécifiques pour les minorités?

L'université du Middlesex (Royaume-Uni) a coordonné, entre septembre 1999 et novembre 2000, un projet de l'OEDT visant à dresser un état des lieux des informations disponibles sur les relations existant entre les drogues et l'exclusion sociale, portant plus particulièrement sur les minorités ethniques.

Des données secondaires ont été essentiellement collectées, en particulier à travers la littérature scientifique et grâce à un réseau de partenaires de l'UE mis en place pour les besoins de l'étude. Ce réseau a collecté des informations sur les différentes définitions du terme "minorité" en usage dans les États membres de l'UE, ainsi que des données socio-démographiques et économiques sur les minorités, et plus spécifiquement des données sur leur situation en termes d'exclusion sociale et d'usage de drogues (modes consommation et conséquences socio-sanitaires). Des informations sur les politiques nationales en matière de drogues et les minorités ont également été recueillies, et des exemples d'interventions de terrain pertinentes ont été décrits.

Rares sont les pays dont la stratégie antidrogue contient des dispositions spécifiques pour les minorités ethniques

Conclusions: les concepts et définitions relatives aux minorités varient beaucoup selon les pays de l'UE. Les responsables du projet ont par conséquent opté pour une approche élargie et pragmatique. L'étude couvre ainsi: les minorités assimilées, les minorités nomades et semi-nomades, les minorités "visibles" et les arrivées récentes (réfugiés, Européens de l'est, immigrés clandestins, etc.).

Peu d'informations sont disponibles sur l'usage de drogues et ses conséquences au sein des minorités ethniques. La peur de la stigmatisation et d'une exclusion accrue de ces personnes rend difficile les initiatives de collecte de données.

Selon l'étude, rares sont les pays dont la stratégie antidrogue contient des dispositions spécifiques pour les minorités ethniques, même si certains ont mis en place des services de prévention ou de traitement à leur attention propre. Dans le cadre de leur politique anti-discriminatoire, nombre de pays ont opté pour la création de services pour toxicomanes ouverts à tous les groupes sociaux.

Une synthèse du projet pourra être téléchargée sur le site de l'OEDT en avril.

Chloé Carpentier

Réponses

EDDRA: des exemples concrets de bonnes pratiques

Au cours de l'an 2000, quelque 60 nouvelles entrées ont trouvé leur place dans la base de données en ligne de l'EDDRA (http://www.reitox.emcdda.org:8008/eddra) [1]. Ces entrées constituent des exemples de bonnes pratiques qui seront présentés dans de prochains numéros de *Drugnet Europe*. Nous étudierons ci-dessous le programme de formation autrichien "Prévention de la toxicomanie dans la petite enfance" [2].

Ce programme de prévention a été initié à la suite de récentes découvertes dans la recherche sur la toxicomanie ayant révélé que certains schémas comportementaux (qui sont des signes pour les structures de toxicomanie) ont leur source dans la petite enfance. À partir de ces constatations, le VIVID, le Centre de prévention de la toxicomanie de la Styrie, a lancé une formation sur ce thème pour les instituteurs de l'école maternelle.

Cette formation visait à diffuser des méthodes de prévention primaire et à instruire les éducateurs de l'école maternelle de comment intégrer des mesures de prévention de la toxicomanie au programme éducatif quotidien.

Selon les attentes, le projet devrait sensibiliser davantage les instituteurs aux forces et faiblesses des écoliers, et renforcer les aptitudes des enfants, étape clé vers un développement personnel solide.

Une évaluation de la formation a montré que les éducateurs de l'école maternelle la jugeaient très positive pour accroître leur sensibilisation aux risques de la toxicomanie chez l'enfant. D'après cette évaluation, les éducateurs sont de plus en plus conscients de la nécessité de renforcer la confiance de leurs élèves et sont plus en mesure de répondre spécifiquement à leurs qualités et déficiences.

Ulrik Solberg et Gregor Burkhart

[1] EDDRA: Échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues, base de données d'activités évaluées de réduction de la demande.

[2] Pour toute information contactez: Karin Gugl Fortbildungslehrgang zur "Suchtvorbeugung im Kindesalter" für KindergartenpädagogInnen VIVID – Fachstelle für Suchtprävention Steiermark Hans-Sachs-Gasse 12/II, 8010 Graz, Autriche.
Tel: ++ 43 316 82 33 00/3
Fax: ++ 43 316 82 33 00/5
E-mail: vivid@stmk.volkshilfe.at
http://www.checkit.at/vivid

Les outils d'évaluation de l'OEDT sont de plus en plus sollicités par les utilisateurs internationaux

Les outils d'évaluation de l'OEDT en vogue

Les outils d'évaluation de l'OEDT sont de plus en plus sollicités par les utilisateurs internationaux.

L'agence antidrogue de Madrid (*Agencia antidroga de la Comunidad de Madrid*) sélectionne des instruments de la Banque d'instruments d'évaluation (http://www.emcdda.org/eib/databases_eib.shtml) afin de les mettre à la disposition des professionnels espagnols dans leur langue.

La fondation Mentor, ONG créée en vue de prévenir l'abus de substances chez les jeunes et finançant des projets de prévention dans le monde entier (http://www.mentorfoundation.org), a adopté le logiciel d'édition hors ligne EDDRA de l'Observatoire. Ceci l'aidera à définir et promouvoir des critères qualitatifs minimum pour concevoir des programmes de prévention compréhensibles pour tous. Cet outil sera distribué sur CD-ROM aux projets financés par la fondation.

Gregor Burkhart

Nouvelles lignes directrices pour l'évaluation du travail de rue

L'OEDT s'apprête à lancer une série de "Lignes directrices pour l'évaluation du travail de rue" dans le cadre de son effort pour promouvoir une culture de l'évaluation dans l'Union européenne. Les lignes directrices, disponibles actuellement en langue anglaise, pourront être téléchargées en mars sur le site web de l'OEDT à l'adresse http://www.emcdda.org ou pourront être obtenues sur demande auprès de Gregor.Burkhart@emcdda.org.

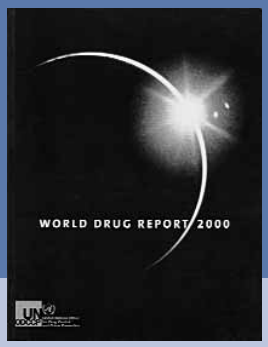
Certains États membres de l'UE (Espagne, Italie, Portugal) ont déjà exprimé leur souhait de voir traduire ces lignes directrices dans leur langue respective afin d'accroître l'utilité de cette ressource parmi les professionnels du terrain dans leur pays.

Tout en étant destinées à répondre aux besoins des travailleurs sociaux de rue et aux conditions et au cadre "souple" de leur évaluation, les lignes directrices constituent un précieux complément aux *Guidelines for the evaluation of drug prevention* (Lignes directrices pour l'évaluation de la prévention de la toxicomanie) de l'OEDT, publiées en 1998. De ce fait, elles sont déjà utilisées dans les stages de formation à l'évaluation destinés aux travailleurs de la prévention et elles introduisent des perspectives intéressantes sur: comment impliquer les acteurs clés dans l'évaluation; comment adapter l'évaluation aux besoins du client; comment promouvoir l'évaluation en tant qu'outil de responsabilisation pour l'équipe de projet; et comment utiliser les méthodes qualitatives pour extraire le maximum d'informations intéressantes des activités de rue. Les lignes directrices seront publiées dans la série *Manuals* de l'OEDT dans le courant de l'an 2001.

Gregor Burkhart

À lire

Rapport mondial sur la drogue 2000



Pour la première fois dans l'histoire récente, la production mondiale de drogues telle que l'héroïne et la cocaïne ne s'accroît plus, mais montre des signes de stabilisation et même de déclin. C'est l'affirmation du *Rapport mondial sur la drogue 2000* publié en janvier de cette année par l'Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (OCDPC), basé à Vienne.

En 1999, la production mondiale de feuille de coca et de cocaïne a continué à diminuer de 7% et était inférieure de 20% au volume de 1992–1993. La production illicite d'opium, la matière première de fabrication de morphine et d'héroïne, a diminué d'au moins 17% en 2000 et était inférieure de 15% environ par rapport à 1994. Des progrès sont en outre signalés du côté de la demande, où apparaissent des signes de stabilisation et même de déclin sur certains des principaux marchés.

Illustré de nombreuses cartes, graphiques, schémas et tableaux, le rapport fait plonger le lecteur dans les réalités de ce problème complexe et donne un aperçu complet des progrès accomplis ces dernières années pour le contrer.

Édité par: l'Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (OCDPC) • **Date:** janvier 2001 • **Langue:** anglais (autres langues des Nations unies à paraître) **ISBN:** 92-1-101027-6 • **Prix:** 25 USD/ 27,18 EUR plus frais de port **Bulletins de commande disponibles à:** http://www.undcp.org/world_drug_report.html
E-mail (Europe)**:** unpubh@unog.ch

L'OEDT est responsable de la sélection des ouvrages cités sous cette rubrique et du texte présenté. Toutefois, le contenu des ouvrages et les opinions qu'ils expriment relèvent de la responsabilité des auteurs eux-mêmes.

Chronique

Les Portugais débattent de nouvelles réponses face aux drogues

Internet joue un rôle clé

L'IPDT ouvre un débat public de 45 jours sur Internet sur la nouvelle proposition de réduction des risques liés à la drogue

Le Portugal est dans les affres d'un débat public sur d'éventuelles nouvelles mesures de réduction des risques liés à la drogue. Le débat se focalise sur un nouveau projet proposé par le gouvernement, intitulé "Cadre politique général pour prévenir les risques liés à la drogue et réduire les dangers" (1).

Ce cadre prévoit une série d'initiatives socio-sanitaires incluant des services tels que: des abris pour toxicomanes, des points d'information et de contact, des programmes d'échange de seringues et des salles d'injection. La décision du gouvernement portugais de renforcer sa politique de réduction des risques fait suite à l'accord du Parlement l'an dernier de dépénaliser l'usage de drogues, une démarche qui définit les usagers de drogues comme des personnes nécessitant des soins médicaux plutôt que comme des délinquants (2).

Le 5 février, le point focal national portugais, l'*Instituto Português da Droga e da Toxicodependência* (IPDT), a publié le projet de loi sur son site web (http://www.ipdt.pt) et a ouvert un débat public de quarante-cinq jours sur celui-ci. Le public est invité à déposer ses observations à l'adresse comentarios@ipdt.pt jusque fin mars. Le document sera ensuite modifié, et le gouvernement décidera s'il doit opter pour un décret-loi (pouvant être adopté par le seul gouvernement) ou une proposition de loi (qui sera soumise au Parlement pour discussion).

Un sujet controversé qui a été très médiatisé ces dernières semaines a été celui des salles d'injection. Dans un sondage public mené par certains média portugais (*Público*, RTP, Antena 1), 47,5% des 1 200 personnes interrogées se déclarent en faveur de ces aménagements et 25,2% contre. Cette réponse fait jour alors que la société portugaise perçoit les drogues comme son problème le plus sérieux, devant la criminalité, la pauvreté, un système éducatif pauvre et la pollution. Près de la moitié des personnes en faveur pensent que ces salles aideraient à diminuer la transmission de maladies infectieuses, y compris le SIDA et l'hépatite C. Ceux contre pensent que ces aménagements ne peuvent qu'augmenter la toxicomanie et que l'État ne doit pas accroître ses dépenses liées à la drogue.

La loi prévoit que les salles d'injection seraient agréées par l'IPDT et seraient placées sous la supervision des autorités ou institutions locales. Elles cibleraient les usagers d'héroïne et de cocaïne, seraient situées dans les zones traditionnelles de consommation, et offriraient seringues et eau, mais pas de drogues. Les usagers ne recevraient pas d'assistance pour l'injection mais une assistance médicale en cas de problème. La vente de drogues serait strictement prohibée.

Aujourd'hui trois États membres de l'UE possèdent des salles d'injection: l'Allemagne, l'Espagne et les Pays-Bas. Le Luxembourg et l'Autriche envisagent de s'en doter.

Le point focal national portugais (IPDT)

(1) *Regime geral das politicas de prevenção e de redução de riscos e minimização de danos.*

(2) Le 29 novembre 2000, le Parlement portugais a adopté une révision de la loi actuelle en matière de drogues. Elle renforce les mesures de traitement et de réinsertion et prévoit la dépénalisation de la consommation de drogues et de la possession pour usage. Celles-ci restent illégales mais ne sont plus punies comme délits mais sanctionnées par des mesures alternatives. La loi sera appliquée en juin de cette année après la création des comités de soutien nécessaires.

Élargissement
L'OEDT accueille la Norvège

Le 1er janvier 2001, suite à un accord formel sur la participation de la Norvège aux activités de l'Observatoire et de ses organes statutaires, l'OEDT a accueilli ce pays dans ses rangs. Cet accord, passé entre la Norvège et le Conseil de l'UE en 2000, a été ratifié en septembre de la même année, au terme de négociations entamées en 1999.

C'est la première fois qu'un "pays tiers" est officiellement impliqué dans le travail de l'Observatoire, événement qui permet de préparer la future intégration des 13 pays d'Europe centrale et orientale dans les années à venir. La participation de la Norvège au programme de travail actuel de l'OEDT constitue donc un véritable défi pour les deux parties tout en donnant à l'Observatoire une excellente occasion de préparer le terrain à de nouveaux élargissements.

Fin mars se tiendra une première réunion de coordination à laquelle participeront l'OEDT et les représentants norvégiens du conseil d'administration de l'OEDT, du point focal norvégien (SIRUS) et du ministère norvégien des Affaires sociales. L'intégration du SIRUS (Institut national de recherche sur l'alcool et les drogues) au réseau Reitox est bien engagée et bénéficie du soutien des points focaux nationaux danois et suédois.

Alexis Goosdeel

Partenaires
Usage non abusif des benzodiazépines

"Pour un usage non abusif des benzodiazépines": tel était le thème de la réunion organisée les 29 et 30 janvier par le Groupe Pompidou, en réponse au *Rapport annuel 1999* de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) qui demandait aux pays européens d'étudier la consommation, les modèles et les tendances relatifs à l'usage de ces drogues afin d'en détecter les prescriptions ou les usages abusifs. Les participants à la réunion visaient à évaluer et recommander l'application de mesures pour réduire la demande et les risques liés à ces drogues.

La benzodiazépine est de 2 à 3 fois plus prescrite en Europe que dans toute autre région du monde

La benzodiazépine est de 2 à 3 fois plus prescrite en Europe que dans toute autre région du monde. L'usage "problématique" le plus fréquent est constaté chez des patients auxquels des benzodiazépines ont été légalement prescrites de façon répétée sur plusieurs années (surtout chez des femmes de plus de 65 ans). On constate une utilisation des benzodiazépines à des fins non-médicales principalement chez les héroïnomanes, avec de graves conséquences sur la santé.

Plus de 30 benzodiazépines sont réglementées par la Convention des Nations unies de 1971, mais quelques-unes seulement sont associées à un usage non-médical. Alors que l'on a peu de preuves de l'existence d'une production illicite ou d'un trafic à grande échelle de ces drogues, les irrégularités telles que prescriptions abusives ou falsifiées, détournements et vols sont monnaie courante.

Des mesures pour réduire la demande et les risques liés aux benzodiazépines ont été discutées lors de cette réunion. Il s'agit notamment de formations de base et de séances d'information

Suite page 8

Drugs-Lex
La Belgique accélère sa campagne contre la drogue

Dans une "note politique" du 19 janvier, le gouvernement belge présente son plan national contre la drogue qui prévoit une campagne plus active. De nouvelles actions politiques et législatives sont prévues pour améliorer la coordination des activités et l'efficacité des mesures.

L'accent est placé sur la nécessité: d'adopter une approche globale et intégrée face aux drogues; d'avoir des connaissances fondées sur des faits; d'assurer assistance et réinsertion aux usagers de drogues à problèmes; de prévenir la toxicomanie et ses problèmes; de concentrer efforts et moyens dans la répression de la production et du trafic de drogues.

Cette note présente des mesures concrètes pour mettre en œuvre ces nouveaux principes. Elle prévoit notamment la création d'un Observatoire belge des drogues et des toxicomanies afin d'améliorer les connaissances scientifiques, la recherche et l'évaluation en la matière. Une unité spéciale sera également chargée de coordonner les actions et de regrouper les activités de tous les acteurs du secteur au niveau local et fédéral. Quant à la poursuite des usagers, la note annonce la promulgation prochaine d'un arrêté royal demandant aux procureurs de ne pas poursuivre les individus pour usage personnel de cannabis. La production, l'approvisionnement, la vente et la détention de plus grandes quantités continueront à être activement réprimés, tout comme son usage "problématique". Cette nouvelle réglementation belge sera ainsi conforme à celle de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal qui ont tous assoupli leur législation sur l'usage personnel de cannabis et/ou d'autres drogues.

Danilo Ballotta

Pour toute information complémentaire, veuillez consulter le site web à l'adresse: http://minsoc.fgov.be/cabinet/2001_01_19_note_politique_federale_drogues.htm

Reitox
Réunion thématique

Suite aux visites rendues au mois de janvier par l'OEDT aux points focaux nationaux (PFN) espagnol, irlandais et portugais, une réunion thématique Reitox s'est tenue entre les trois partenaires le 14 février à Lisbonne. Elle s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions sur le thème "Assurer la qualité des données et améliorer le travail en réseau" qui se tiendront en 2001.

Les discussions ont portées sur le mode de collecte et d'analyse des données, appliqué par les PFN pour mener à bien les "tâches permanentes" Reitox (activités menées par les PFN sous contrat avec l'OEDT). Différents problèmes communs à ces trois pays ont été identifiés au cours des visites et de la réunion: l'absence d'ordre de priorité précis dans les tâches européennes au niveau des PFN, le double comptage dans l'acquisition des données, la difficulté de comparer les terminologies entre pays et le manque de contrôles de qualité dans la collecte de données. D'autres problèmes étaient spécifiques à certaines situations nationales, comme le manque de diversité des sources d'information au Portugal et la complexité régionale en Espagne.

Un certain nombre de recommandations ont été faites pour résoudre ces problèmes, notamment: l'introduction d'une section "questions clés" dans les *Rapports nationaux* Reitox afin d'aider à développer de nouvelles sources d'information, et le renforcement du soutien politique de la recherche scientifique en toxicomanie. A ce propos, le point focal portugais a récemment signé avec la Fondation pour la recherche et la technologie un accord officiel d'aide à la recherche sur les drogues, ce qui lui confère un rôle central dans l'évaluation du projet.

Linda Montanari et Frédéric Denecker

En lumière
Point focal national portugais
Instituto Português da Droga e da Toxicodependência (IPDT)

Le point focal national portugais, l'IPDT, a récemment publié la version intégrale du projet de texte sur le "Cadre politique général pour prévenir les risques liés à la drogue et réduire les dangers", également disponible sur son site web (voir "Chronique" page 4).

Ce texte est préfacé par le Secrétaire d'État de la présidence du conseil des ministres, Vitalino Canas, qui en indique les points clés et prône "Davantage de santé, de réduction des risques et de sécurité". Ce cadre politique fait partie d'une série de nouveaux "textes de loi" visant à faire appliquer la stratégie nationale portugaise en matière de drogues adoptée en 1999. Il comprend une série d'initiatives socio-sanitaires prévoyant entre autres certains services: abris pour toxicomanes, points d'information et de contact, structures desinées au travail de rue et salles d'injection.

Parmi les aspects novateurs de cette nouvelle politique, citons l'approche globale et intégrée pour réduire les risques, la participation active des municipalités et des ONG, et l'évaluation de tous les projets pilotes réalisés dans ce cadre.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter Maria Moreira, Instituto Português da Droga e da Toxicodependência, Avenida João Crisóstomo, 14, P-1000-179 Lisbonne.
Tél: ++ 351 21 310 41 00 • Fax: ++ 351 21 310 41 90 • Internet: http://www.ipdt.pt

Réunion Reitox
Le plan d'action antidrogue de l'UE fournit une référence aux PFN

Les chefs des points focaux Reitox se sont réunis du 14 au 16 février à Lisbonne pour participer à la 21e réunion Reitox présidée par son tout nouveau coordinateur, Wolfgang Götz.

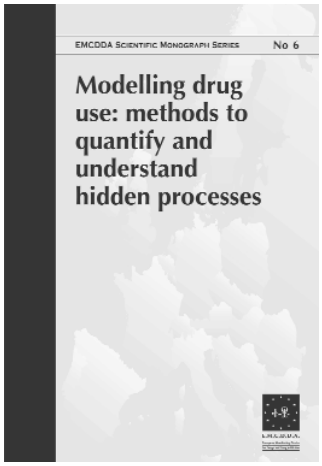
Durant cette session, quatre ateliers ont été organisés. Les PFN ont pu y discuter activement des thèmes choisis. Les deux premiers ateliers ont permis aux points focaux et à l'OEDT d'amorcer un exercice d'échelonnement des nouveaux objectifs définis par le Plan d'action antidrogue de l'UE (2000–2004), ceux-ci étant directement liés à la nouvelle structure du programme de travail de l'OEDT. Les objectifs discutés étaient "réduire l'usage des drogues et ses conséquences sur la santé" (objectifs 1 et 2) et "augmenter le nombre de traitements réussis" (objectif 3).

Le troisième atelier a porté sur l'amélioration des aspects techniques et du contenu du site web privé Reitox qui s'avère un outil techniquement évolué, pour faciliter et accélérer l'échange d'informations entre l'OEDT et les PFN. Le quatrième et dernier atelier ont permis aux PFN d'aborder en détail toutes les questions et problèmes rencontrés pour rédiger leurs *Rapports nationaux* et de réfléchir sur une méthodologie de travail commune dans ce domaine. Ils ont également discuté d'un projet pilote sur la détection rapide des nouvelles tendances en matière d'usage global de drogues.

Une réunion extraordinaire du réseau Reitox concernant l'évaluation externe des points focaux est provisoirement prévue pour le mois de juin. La prochaine réunion des chefs des PFN se tiendra à Lisbonne du 24 au 26 octobre 2001.

Frédéric Denecker et Linda Montanari

Produits et Services



Publications
Nouvelle monographie scientifique

L'OEDT vient de publier un ouvrage intitulé *Modelling drug use: methods to quantify and understand hidden processes* (Monographie scientifique de l'OEDT n° 6).

L'une des tâches fondamentales de l'OEDT consiste à analyser et à interpréter les informations relatives à l'usage de drogues et à ses conséquences dans l'UE pour pouvoir élaborer des actions et des politiques rationnelles en réponse à ces problèmes. La modélisation mathématique et statistique (dynamique) peut ici s'avérer utile. Elle peut aider à traiter et analyser des informations complexes, à améliorer l'interprétation des données disponibles mais rares, et à mieux comprendre les processus et les relations non observables. Elle peut également servir à décrire la dynamique de consommation des drogues à un niveau plus abstrait ou complexe (sur le plan local, national ou international).

Cette dernière monographie de l'Observatoire passe en revue les différents aspects de la modélisation de l'usage des drogues, effectuée par un réseau de spécialistes en la matière formé par l'OEDT. Elle comprend cinq parties: Qu'est-ce que la modélisation et comment l'utiliser? Modélisation de l'usage des drogues avec les données disponibles; Les techniques de modélisation et leur utilisation; Modélisation des conséquences de l'usage des drogues sur la santé; et Modèles économiques.

L'OEDT espère que cette monographie encouragera l'application de techniques quantitatives aux données sur les drogues. Associées à un travail croissant pour améliorer les sources de données et mieux comprendre les connaissances de base nécessaires à l'élaboration de politiques adaptées, les méthodes mathématiques et statistiques constituent un élément indispensable parmi l'éventail d'outils disponibles pour comprendre et combattre les problèmes engendrés par l'usage des drogues.

À paraître

- *Rapport général d'activités 2000* (disponible en allemand, anglais et français).
- *Injecting drug use, risk behaviour and qualitative research*, séries *Insights* de l'OEDT n°4 (disponible en anglais).
- *Report on the risk assessment of GHB in the framework of the joint action on new synthetic drugs* (disponible en anglais).
- *Report on the risk assessment of ketamine in the framework of the joint action on new synthetic drugs* (disponible en anglais).

De plus amples informations sur les publications de l'OEDT et les modalités de commande de celles-ci sont présentées à l'adresse http://www.emcdda.org/publications/publications.shtml

Compte-rendus d'ouvrages

Faites-vous des compte-rendus de livres pour un journal spécialisé dans les drogues? Si oui, vous souhaiterez sans doute recevoir des copies des publications de l'OEDT. Pour plus d'information, contactez Kathryn.Robertson@emcdda.org

http://www.emcdda.org

Visitez le site web de l'OEDT et téléchargez deux nouveaux documents:

- "Illegal drug markets in Frankfurt and Milan" ("Les marchés des drogues illégales à Francfort et à Milan"), rapport de projet;
- Programmes de travail de l'OEDT 2001–2003 et 2001.

Ressources
Des produits utiles dans la campagne contre la drogue

Multimédia

L'Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (OCDPC) fournit gratuitement des films et des cassettes vidéo à des fins pédagogiques et éducatives. Les archives de l'OCDPC possèdent des cassettes vidéo sur le contrôle des drogues et la prévention des délits produites depuis 1980 jusqu'à maintenant. Le catalogue peut être consulté à l'adresse: http://www.undcp.org/multimedia.html

Sites web

L'Université de Toronto coordonne le projet *TeenNet* qui vise à développer des outils pratiques pour engager les jeunes à promouvoir la santé avec des technologies interactives. À la fin des années 90, elle a créé le site *CyberIsle* (http://www.cyberisle.org) pour aider les adolescents à exprimer leurs besoins physiques, affectifs et sociaux. En décembre 2000, il a créé une nouvelle rubrique sur *CyberIsle* appelée *Teen Clinic Online*. Il s'agit d'une clinique virtuelle où les adolescents ont accès à des informations délicates sur la santé et peuvent discuter en ligne avec d'autres adolescents sur des sujets comme la drogue, la famille et la sexualité.

Magazines

Sestante est le titre d'un magazine publié en italien par l'*Osservatorio dipendenze patologiche Ausl Cesena-Forlì*. Il présente des réflexions, des analyses et des recommandations sur un grand nombre de sujets liés à la drogue, y compris l'évaluation et les traitements.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter: Paolo Ugolini, *Sestante*, Via Marinelli 9, Cesena, Italie. Tél: ++ 39 0547 631536/21611. Fax: ++ 39 0547 21959.

Les organisations souhaitant publier des lettres d'information, magazines, sites web, CD-ROM ou toute autre ressource, sont invitées à utiliser l'adresse suivante: Kathryn.Robertson@emcdda.org

Calendrier 2001

Réunions de l'OEDT

19–22 mars:	Visites aux points focaux nationaux britannique, grec et luxembourgeois, puis réunion thématique à Londres.
30 mars:	Réunion d'experts pour discuter et développer des normes sur les décès liés à la drogue pour la CIM-10, Paris.
2–5 avril:	Visites aux points focaux nationaux danois, finnois et norvégien, puis réunion thématique à Oslo.
20 avril:	Réunion du bureau de l'OEDT, Bruxelles.

Réunions externes

8–10 mars:	Conférence européenne sur les services d'accueil téléphonique "drogues", Berlin.
9–10 mars:	Réunion du comité de pilotage du Réseau européen des services drogues et VIH/SIDA dans les prisons, Londres.
12 mars:	Groupe d'experts ad hoc sur le lévacethylméthadol (EMEA), Londres.
16–17 mars:	4e Séminaire européen sur le HIV et l'hépatite en prison, Lisbonne.
22 mars:	44e Réunion de la Commission des stupéfiants, Vienne.
27–31 mars:	1er Congrès mondial sur la santé mentale des femmes, Berlin.
1–5 avril:	12e Conférence internationale sur la réduction des risques liés aux drogues, New Delhi.

Réunions de l'UE

8 mars:	Réunion des coordinateurs nationaux en matière de drogues de l'UE, Stockholm.
9 mars:	Groupe horizontal "Drogues", Stockholm.
19 avril:	Groupe horizontal "Drogues", Bruxelles.
28 mai:	Groupe horizontal "Drogues", Bruxelles.
18 juin:	Groupe horizontal "Drogues", Bruxelles.

Organes statutaires
Le bureau de l'OEDT approuve ses plans d'action

Le nouveau bureau du conseil d'administration de l'OEDT, depuis peu composé de six membres, a tenu sa réunion inaugurale à Lisbonne le 14 février. Il y a adopté une série de plans d'action pour la mise en œuvre du programme de travail 2001–2003, du programme de travail 2001, de la stratégie en ressources humaines et de la stratégie de communication et de diffusion, tous adoptés par le conseil d'administration les 10–12 janvier. En adoptant ces plans d'action, le bureau a donné le feu vert à la série de projets qui doivent être menés en 2001 (y compris pour les ressources financières et humaines associées). Le bureau a également décidé d'adresser aux 15 États membres de l'UE une lettre de demande d'informations sur les problèmes qu'ils ont pu rencontrer au niveau de l'harmonisation des cinq indicateurs épidémiologiques clés de l'OEDT (voir page 2). Il a également pris note d'un document de travail relatif aux problèmes budgétaires et à l'évaluation de l'impact des conclusions du Conseil de l'UE sur l'échange d'informations en réseau sur les nouvelles tendances observées dans le domaine. La prochaine réunion du bureau se tiendra à Bruxelles le 20 avril 2001.

Kathleen Hernalsteen

Usage non abusif des benzodiazépines

Suite de la page 5

pour les médecins et les pharmaciens, de l'éducation des patients, ainsi que de lignes directrices pour des diagnostics précis et des prescriptions raisonnables, des thérapies alternatives et des traitement de la dépendance. Selon certains participants, imposer un contrôle strict sur toutes les benzodiazépines serait contre-productif et pourrait favoriser la production illégale, la contrebande et priver ceux qui en auraient le plus besoin de traitement efficace. Le *Rapport annuel 2000* de l'OICS souligne également l'ampleur du problème.

Richard Hartnoll

Visite parlementaire allemande

Le 27 février, la Commission des affaires juridiques du Parlement allemand a rendu visite à l'OEDT pour avoir une vue d'ensemble de l'organisation, de son cadre institutionnel, de ses objectifs et de ses activités. Une présentation spéciale par le personnel de l'OEDT sur le sujet "Drogues en Europe: situation et mesures juridiques", a été suivie d'un débat. Cette séance faisait partie du voyage d'information de deux jours de la Commission au Portugal où elle a visité une série d'organismes, dont le bureau du Procureur général et le Tribunal Constitutionnel.

drugnet europe est publié par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), Lisbonne. L'OEDT est une agence indépendante de l'Union européenne créée en 1993 pour fournir à la Communauté et aux États membres "des informations objectives, fiables et comparables" sur le phénomène des drogues et des toxicomanies. *Drugnet Europe* est publié six fois par an en allemand, anglais, français et portugais. Langue originale: anglais. Tous les articles peuvent être reproduits sous réserve de mentionner la source. Pour les abonnements gratuits, veuillez spécifier vos besoins à l'adresse électronique suivante: info@emcdda.org

Éditeur officiel: Observatoire européen des drogues et des toxicomanies • **Propriétaire:** Observatoire européen des drogues et des toxicomanies **Directeur exécutif:** Georges Estievenart • **Rédactrice:** Kathy Robertson • **Impression et mise en page:** Cromotipo, Artes Gráficos, Lda, Rua Passos Manuel, 78 A–B, PT-1150-260 Lisbonne, Portugal • **Conception graphique:** Composiciones RALI s.a., Particular de Costa, 8–10, 7º planta, E-48010 Bilbao, Espagne • **ISSN:** 0873–5387 **N° catalogue:** TD-AA-01-002-FR-C © Observatoire européen des drogues et des toxicomanies • *Imprimé au Portugal* • *Papier non chloré.*